

[Texte]

the impact of which will eliminate the special status of the Indian people.

We had the experience of being in London when the former Premier of Quebec was there trying to tell the British Parliament he should be given special status. I have letters exchanged between Thatcher and Lévesque. They were turned down. They were told they were a province, a part of Canada. But in our case we were told we were a nation, a treaty nation, because the treaties were established way back in the 1800s. So we were able to go to court, in the second-highest appeal court in Great Britain. At the same time we placed our petition before the British Parliament; and I have a stack of *Hansards* to prove it.

Canada was called upon to respect the race of Indian people, and it has not done so. This is another reason why our people continue to lobby in Geneva. We realize the Canadian government is upset about this. In fact, it is out there lobbying against us. It knows it is in the wrong. I just want to make this known here at this committee.

We also realize you around this table here really have no authority to make decisions. But hopefully, with a political will, you can do something to inform the government that if this bill is not repealed or something drastic done there will be long-term severe consequences not only for Indian people but for governments. This is how we look at it.

**The Chairman:** Thank you very much, Chief.

**Chief Jacob Bill (Treaty Six Chiefs):** [*Witness speaks in native language*].

• 1835

**Mr. Ron Lameman (Councilman, Beaver Lake, Alberta):** The Chief has asked me to interpret for him. He said:

I am here today because this issue is very important to me. I will go back a bit and talk about when the first man was put here on this continent, when the Creator put us here as Indian people. He also made us Indian people the caretakers of this land—the owners of this land. When the white man got here, he saw that the Indians were already here. Then the white man entered into treaties with the Indian people of this continent. There were certain things that the white man wanted here, to be able to live here on this land of ours. As a result of that, he was willing to enter into treaties with the owners of the land. Our forefathers did not take this lightly and it did not take them just overnight. It took a lot of thought; it took a lot of time. They met about it; they prayed about it. Finally they agreed to sign the treaty. At that time they depended

[Traduction]

conditions. Selon nous, l'Accord du lac Meech est très mauvais et il aura pour incidence de supprimer le statut privilégié qui revient aux autochtones.

Nous étions à Londres lorsque l'ancien Premier ministre du Québec y était pour tenter d'expliquer au Parlement britannique qu'il méritait qu'on lui accorde un statut privilégié. J'ai vu certaines lettres que M<sup>me</sup> Thatcher et M. Lévesque se sont envoyées. La demande a été refusée. On lui a dit que le Québec était une province qui faisait partie du Canada. Or, dans notre cas, on nous a dit que nous étions une nation, une nation des traités, parce que les traités remontent aux années 1800. Nous avons donc pu faire appel aux tribunaux, en l'occurrence, à la deuxième cour d'appel en importance de la Grande-Bretagne. En même temps, nous avons déposé notre pétition devant le Parlement britannique. J'ai d'ailleurs une pile de fascicules de *hansards* pour le prouver.

On a demandé au Canada de respecter la race autochtone, mais il ne l'a pas fait. C'est là une autre raison pour laquelle notre peuple continue de faire du lobbying à Genève. Nous savons que cela ennuie le gouvernement canadien. D'ailleurs, il est en train de faire du lobbying contre nous. Mais il sait qu'il a tort. Je tenais tout simplement à ce que les membres du Comité le sachent.

Nous savons par ailleurs que les personnes réunies autour de cette table ne sont pas habilitées à prendre des décisions. Nous, espérons-le, si la volonté politique est là, vous ferez quelque chose pour avertir le gouvernement que si le projet de loi n'est pas abrogé, il y aura de graves conséquences à long terme, non seulement pour les peuples autochtones, mais également pour les gouvernements. Voilà comment nous voyons les choses.

**Le président:** Merci beaucoup, chef.

**Le chef Jacob Bill (Des Chefs du traité six):** [*Le témoin s'exprime dans une langue autochtone*].

**M. Ron Lameman (membre de conseil, Beaver Lake, Alberta):** Le chef m'a demandé d'interpréter pour lui. Voici ce qu'il a dit:

Je suis ici aujourd'hui parce que cette question revêt beaucoup d'importance pour moi. Je vais faire un peu marche arrière et vous parler de l'époque où le premier homme est arrivé sur ce continent, où le créateur nous a mis ici, nous, les peuples autochtones. Il nous a en même temps faits gardiens de cette terre—propriétaires de cette terre. Lorsque l'homme blanc est arrivé, il a constaté qu'il y avait déjà ici des Indiens. Il a alors négocié des traités avec les peuples autochtones de ce continent. Il y avait certaines choses qui se trouvaient ici et que l'homme blanc voulait. Il voulait par ailleurs s'installer ici sur cette terre, qui était la nôtre. C'est pourquoi il a bien voulu négocier des traités avec les propriétaires de cette terre. Nos ancêtres n'ont pas pris cela à la légère et ils ne se sont pas décidés du jour au lendemain. Ils y ont mis beaucoup